

Mali/En plein sommet de l'UA en Mauritanie

Attaque "terroriste" contre des soldats français au Mali

AFP
Bamako/Mali

Bilan : de nombreuses victimes civiles.

DES soldats français de l'opération Barkhane ont été visés hier par une attaque "terroriste" dans la région de Gao au Mali, qui a fait un grand nombre de victimes civiles, en plein sommet de l'Union africaine (UA) en Mauritanie voisine qui doit également se pencher sur les questions sécuritaires.

"Des militaires français de la force Barkhane (4 000 hommes, NDLR) sont tombés ce dimanche dans une embuscade tendue par des terroristes à la sortie qui mène vers la localité de Bourem", a déclaré une source militaire occidentale. Une source militaire malienne a confirmé cette information.

A Paris, l'armée française a assuré qu'aucun soldat français n'avait été tué dans cette attaque.

"Il n'y a pas de mort parmi les soldats français", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'état-major français des armées, le colonel Patrik Steiger.

"A 10H50 heure locale, 12h50 heure de Paris, des VBCI (véhicules blindés de combat d'infanterie) de la force Barkhane patrouillaient à Gao (centre-nord du Mali). Une explosion d'origine indéterminée a eu lieu et a causé un grand nombre de victimes civiles, dont des enfants. Les soldats de Barkhane qui étaient sur place sont tous de retour sur notre base de Gao", a-t-il déclaré, en refusant de préciser si des soldats français avaient été blessés ou non dans l'explosion.

Selon une source hospitalière à Gao, principale ville du nord du Mali, "au moins deux civils ont été tués et une dizaine d'autres blessés".



Photo : AFP

S'il n'a pas fait de morts parmi eux, l'attentat perpétré à Gao contre les soldats français semble avoir fait de nombreuses victimes civiles.

"C'est une patrouille de l'opération Barkhane qui a été visée par une voiture piégée conduite par un kamikaze (...) de Gao", a déclaré de son côté une habitante de Gao. "Très vigilant, un blindé lui a barré la voie et le véhicule kamikaze s'est fait exploser", a déclaré Fatouma Wangara, ajoutant que des hélicoptères de la force Barkhane survolaient le ciel au-dessus de Gao.

"Le périmètre de l'attaque a été complètement bouclé par les militaires français", a indiqué un jeune habitant de Gao, ajoutant que des blessés ont été acheminés à l'hôpital.

D'autre part, un véhicule du Mouvement pour le salut de l'Azawad, (MSA, issu de l'ex-rébellion à dominante touareg) "a sauté sur une mine (dimanche) dans le village de Talataye (nord du Mali). Le bilan est de quatre morts et trois blessés", a écrit le MSA sur sa page Facebook.

Présents sur la frontière entre le Mali et le Niger, le GATIA (Groupe d'autodé-

fense touareg Imghad et alliés, pro-Bamako) et le MSA participent à des opérations de sécurisation aux côtés de la force Barkhane et de l'armée malienne.

Ces attaques soulignent la situation sécuritaire fragile qui prévaut au Mali qui se prépare pour une élection présidentielle le 29 juillet.

EN PLEIN SOMMET DE L'UA Elle survient alors que le sommet de l'UA est entré dans le vif des débats hier à Nouakchott, deux jours après un attentat suicide perpétré vendredi à Sévaré, dans le centre du Mali, contre le QG de la force conjointe du G5 Sahel lancée en 2017. Le président français Emmanuel Macron doit rencontrer ce lundi à Nouakchott, en marge du sommet de l'UA, ses homologues du G5 Sahel, une organisation régionale regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

En fin de sommet, M. Macron discutera avec ses ho-

mologues du G5 Sahel de la lente montée en puissance de la force conjointe mise en place par cette organisation régionale pour lutter contre les jihadistes. La France, qui conduit dans la région l'opération Barkhane, soutient ce projet, y voyant un possible modèle de prise en main par les Etats africains de leur propre sécurité.

Mais sa mise en œuvre est pour l'instant marquée par les problèmes de financement et les accusations de violations des droits de l'homme par les troupes de la force conjointe, basée au Mali.

"FAILLES" DANS LA SECURITE Pour le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, l'attentat perpétré vendredi contre le QG de la force du G5 Sahel démontre qu'il "y a encore énormément de failles" dans la sécurité qui doivent être "corrigées". L'attaque, qui avait fait trois morts, dont deux militaires de la force du G5 Sahel, "touche le cœur de

notre système de sécurité, l'état-major (de la force conjointe du G5 Sahel) installé (à Sévaré). C'est un message envoyé par les terroristes en ce moment précis, moment où nous nous organisons pour stabiliser, sécuriser notre région".

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, principale alliance jihadiste du Sahel, liée à Al-Qaïda, a revendiqué l'attentat de Sévaré.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en janvier 2013 d'une intervention militaire française. Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et internationales, régulièrement visées par des attaques meurtrières, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards.

L'Afrique en bref

• Centrafrique/Conflit. Un prêtre tué à Bambari

Un prêtre a été tué vendredi soir à Bambari, dans le centre de la Centrafrique, au moment où des combats opposent des groupes armés depuis plusieurs jours dans la région de Kaga-Bandoro (nord), a annoncé samedi une porte-parole de l'Onu.

• Gambie/Politique. Le président nomme deux ministres de l'ère Jammeh

Deux ministres – Mam Bury Njie aux Finances et Momodou Tangara aux Affaires étrangères – qui avaient exercé sous le régime de l'ancien homme fort de Gambie Yahya Jammeh ont été nommés dans le cadre d'un remaniement ministériel par le président gambien Adama Barrow, a annoncé samedi la présidence.

• Mali/Explosion. Quatre soldats tués dans la région de Mopti

Quatre soldats maliens ont été tués samedi par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans la région de Mopti, dans le centre du pays, a indiqué à l'AFP le gouverneur local.

• Nigeria/Jihadistes. Quatre morts dans le nord-est

Quatre personnes ont été tuées lors d'un raid nocturne mené par des jihadistes de Boko Haram sur un camp de déplacés du nord-est du Nigeria, à la frontière camerounaise, a-t-on appris samedi de sources sécuritaires.

• RDCongo/Politique. Vers des élections "falsifiées"



Le gynécologue congolais Denis Mukwege, plusieurs fois cité pour le prix Nobel, a invité hier ses compatriotes "à lutter pacifiquement" contre le régime du président Joseph Kabila plutôt que de miser sur les élections prévues le 23 décembre "dont on sait d'avance qu'elles seront falsifiées".

• Soudan du Sud/Conflit. Appel à des sanctions contre les protagonistes de la crise

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki, a appelé samedi à prendre des mesures contre les protagonistes du conflit au Soudan du Sud qui "nous ont habitués à ne pas respecter leurs engagements".

Rwanda-France/Génocide

Kouchner accuse

AFP
Paris/France

Pour l'ancien chef de la diplomatie française et ex-humanitaire, Paris a "commis une très lourde faute" politique au pays des Mille collines.

L'EX-MINISTRE français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a estimé hier que la France avait "commis une très

lourde faute" politique au Rwanda en 1994, les "décideurs français n'ayant pas voulu voir" à l'époque qu'ils "étaient les amis des génocidaires" dans ce pays. Dans un entretien au quotidien français La Croix, M. Kouchner – qui s'est rendu trois fois au Rwanda pendant le génocide en 1994 – affirme avoir appelé depuis Kigali le président français François Mitterrand pour "lui décrire la situation". L'ex-humanitaire et ancien ministre des Affaires

étrangères (2007-2010) explique avoir dit à M. Mitterrand: "Ne croyez pas tout ce qu'on vous raconte. Le FPR (Front patriotique rwandais) n'est pas à la solde des Américains. Ils sont entrés au Rwanda au nom de leurs familles tuées par les Hutus depuis l'indépendance. Ici, nous sommes les amis des bourreaux. Il faut absolument arrêter tout ça". Selon lui, M. Mitterrand lui a répondu : "Kouchner, vous exagérez, allons, je vous connais, vous exagé-

rez". Pour M. Kouchner, la France a "commis une très lourde faute, une faute politique" au Rwanda. "Les décideurs n'ont pas voulu voir (...) qu'ils étaient amis des génocidaires". "C'est l'énorme ambiguïté de la France au Rwanda", ajoute-t-il. Entre avril et juillet 1994, quelque 800 000 personnes, selon l'Onu, ont été tuées au Rwanda, principalement au sein de la minorité tutsi. Près d'un quart de siècle

plus tard, le rôle joué par la France dans ce pays reste encore un sujet hautement polémique, objet de tensions récurrentes entre Paris et Kigali. Le président rwandais Paul Kagame, dirigeant le FPR qui a pris le pouvoir à Kigali quelques jours avant la fin du génocide, a accusé les autorités françaises d'avoir soutenu le pouvoir hutu et d'avoir été un acteur des tueries. Paris a toujours démenti toute implication dans les massacres.